

devons absolument éviter d'utiliser la Cour suprême à des fins politiques ou de façon à paralyser le pays.

Ce problème est facile à résoudre. On a proposé des douzaines de mécanismes dans des documents que j'ai lus quand j'occupais le poste du ministre des Affaires constitutionnelles. On peut trouver facilement une solution.

Je suis convaincu, et tous les députés de ce côté-ci de la Chambre le sont aussi, qu'il est impossible de satisfaire tout le monde. Cependant, nous répondrons à beaucoup de besoins des habitants du Nord, des premiers citoyens du Canada, des autochtones et des habitants de l'Ouest qui tiennent beaucoup à un Sénat élu.

C'est aussi le cas des gens des provinces de l'Atlantique qui, à cause de leur petit nombre, estiment qu'il faut corriger cette situation. Ils applaudiraient donc à ce changement.

La majorité des Québécois appuieront sûrement la plupart des conditions qui avaient été émises par le Québec, y compris la plus grande autonomie proposée dans le rapport Allaire et le principe du partage des pouvoirs.

Le gouvernement du Québec a rejeté la formule d'amendement que nous proposons, c'est-à-dire la formule de Victoria qui avait été adoptée en 1971 pour les mauvaises raisons malheureusement. Mais, il devrait revenir sur sa position. Depuis 1971, notre parti appuie une politique visant la meilleure formule d'amendement possible, celle qui donne le droit de veto aux régions.

Notre pays comporte quatre grandes régions, et nous devons respecter cette réalité. Or, en proposant la règle de l'unanimité, l'année dernière, le premier ministre du pays n'offrait pas de formule d'amendement valable.

Déjà en 1931, le débat portait sur une formule d'amendement. À l'époque, le premier ministre du Canada et ses homologues des provinces ont rejeté l'unanimité. Mais, cette proposition a refait surface l'année dernière. C'est insensé parce que les Québécois estiment que leur province compose une des quatre régions du Canada. C'est un fait.

Nous pourrions nous doter d'une formule qui tiendrait compte de ce que devrait être le Canada dans un siècle d'ici. Je prie le gouvernement d'étudier ce qu'est une région.

J'aurais une proposition à formuler. Le Québec pourrait former une région, et si, dans cent ans, une autre province le dépassait en population, celle-ci deviendrait la cinquième région. Je ne sais pas si c'est une très bonne suggestion, mais nous devons nous assurer que le pays est mieux équilibré qu'il ne l'est à l'heure actuelle.

L'Adresse

La formule d'amendement que je propose, c'est-à-dire la formule de Victoria, donnerait aux habitants de ma province d'origine un sentiment accru de sécurité. Pour ma part, c'est là l'essence de la proposition que nous ferons aux Canadiens.

Je suis sûr que si c'est fait de bonne foi, si tout le monde au Canada veut régler ce problème et est disposé à accepter certains compromis, car la vie est semée de compromis, nous pourrions avoir une nouvelle constitution d'ici un an. Nous aurions ainsi une véritable réconciliation, parce qu'elle ne serait pas fondée sur une volonté politique de remporter des élections.

Ce serait une réconciliation en vue de bâtir un pays grand, fier et indépendant, prêt à aborder le 21^e siècle. C'est le but que devrait poursuivre le gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Je précise au premier ministre qu'il est très important que ce débat sur la Constitution ne fasse pas partie d'un programme électoral visant à remporter des élections. On devrait juger un gouvernement sur les activités qu'il mène en tant que gouvernement qui ne fait pas de tours de passe-passe et qui ne tente pas de diviser la nation en déclenchant des élections dont l'enjeu serait la Constitution.

Il y a une limite que nous ne franchissons pas en tant que parti, parce que nous croyons qu'il nous faut un pays qui fonctionne bien. Ce pays a besoin d'un gouvernement fédéral fort. S'il doit y avoir déconcentration des pouvoirs, nous pouvons tout aussi bien nous séparer tout de suite.

Nous devons avoir des principes et les respecter. Nous collaborerons avec le gouvernement s'il en fait de même. Si le gouvernement commence à faire de la politiaillerie, nous en ferons aussi. Nous dirons au peuple canadien que nous n'accepterons pas que l'avenir du pays soit encore une fois joué aux dés.

Quand cette question sera réglée, le plus vite possible, nous pourrions passer aux problèmes économiques du pays. Ce sont ces problèmes qui nous font dire que nous devons agir rapidement, parce qu'il n'y a rien de pire que l'instabilité politique. Un million de dollars, ça ne parle ni anglais ni français, mais ça se déplace très vite. La stabilité politique est très importante pour la sécurité des investissements et des emplois.

Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, ce sont des emplois pour un million et demi de Canadiens, mais cette instabilité politique n'arrange rien. Le premier ministre doit connaître bien des situations qui ont engendré des problèmes, au Québec et ailleurs, en raison de l'instabilité politique. Voilà pourquoi nous estimons très important